

**PROJET DE LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES
2018-2022**

**PROJET DE LOI DE FINANCES ET DE FINANCEMENT DE LA
SÉCURITÉ SOCIALE POUR
2018**

**AVIS DU HAUT CONSEIL DES FINANCES
PUBLIQUES**

Audition de Didier Migaud, président du HCFP

27 septembre 2017

1/ Projet de loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022

A/ L'estimation du PIB potentiel

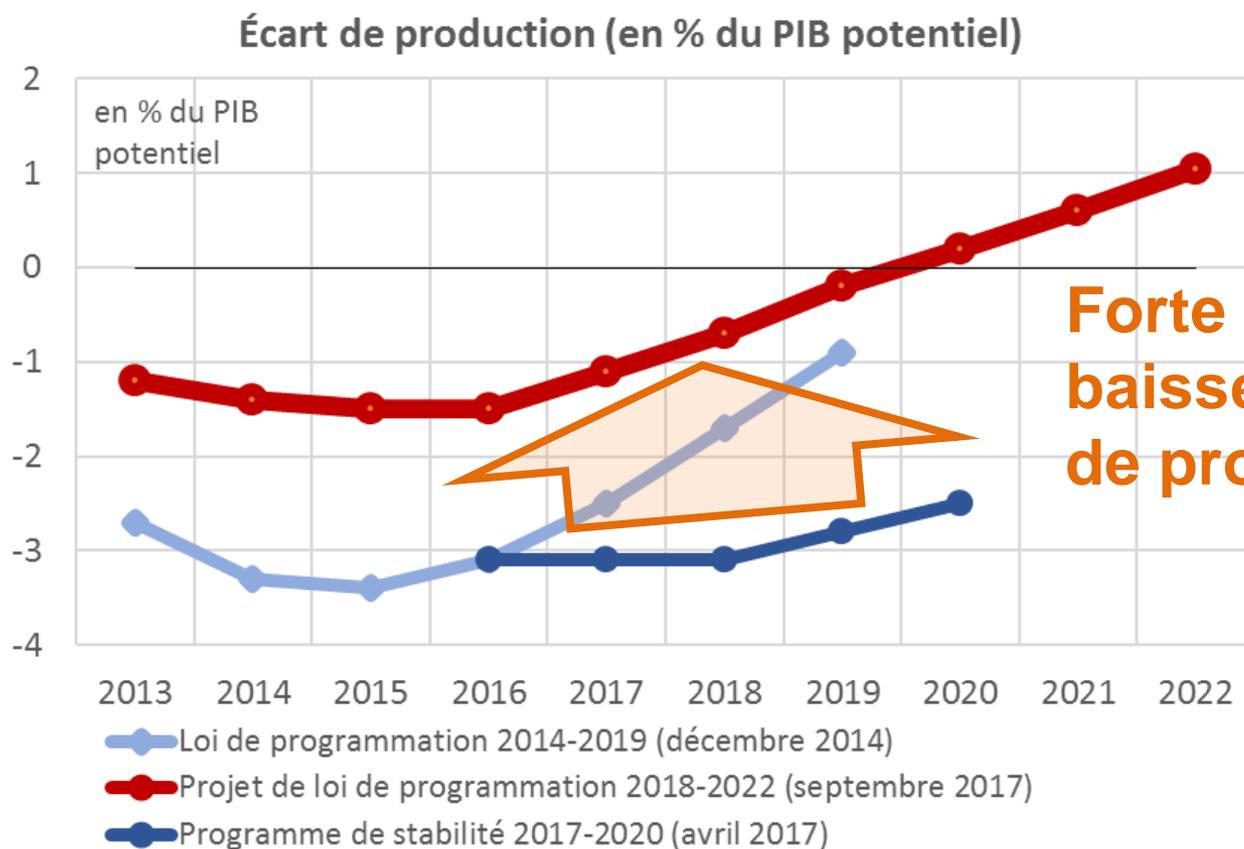
Un avis du Haut Conseil sur une notion centrale dans la gouvernance des finances publiques

3

- Dans le cadre d'une loi de programmation, le Haut Conseil doit rendre un avis sur :
 - le PIB potentiel
 - les prévisions macroéconomiques
 - la cohérence du scénario de finances publiques avec les engagements européens de la France
- Le PIB potentiel, la croissance potentielle et l'écart de production sont des notions à la fois :
 - **centrales** en matière de gouvernance des finances publiques au niveau européen
 - **fragiles** car il ne s'agit pas de données statistiques ou comptables mais du résultat d'estimations

Une forte révision de l'estimation de l'écart de production

4



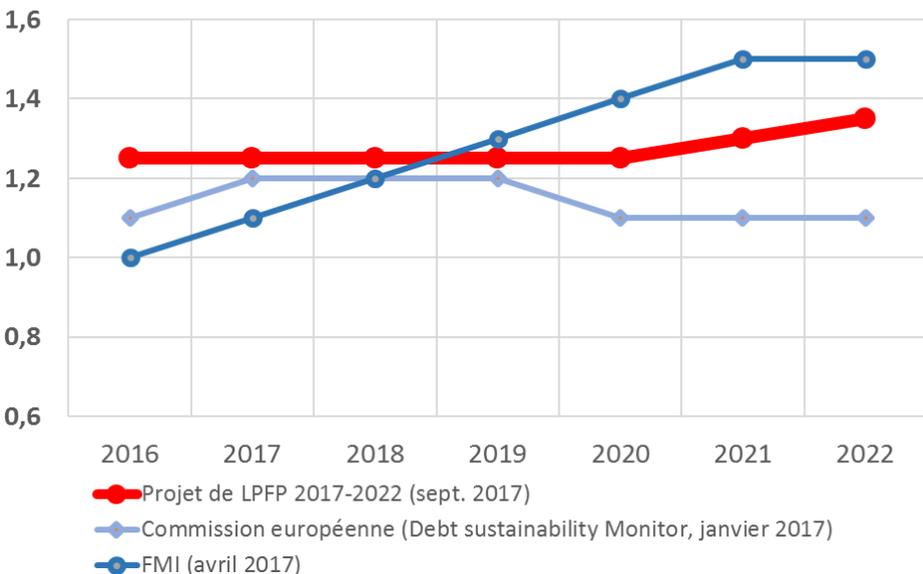
Forte révision à la baisse de l'écart de production

Sources : LPFP (2014-2019), PLPFP (2017-2022), Programme de Stabilité 2017-2020

Des hypothèses de croissance potentielle et de l'écart de production désormais plus réalistes

5

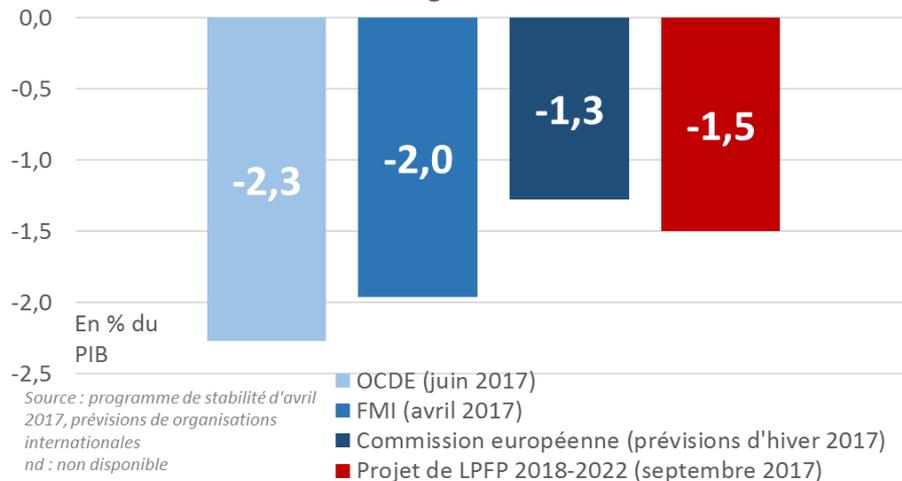
Évaluation de la croissance potentielle (2016-2022)



Un scénario de croissance potentielle dans la moyenne des estimations disponibles

Une nouvelle estimation de l'écart de production dans la fourchette basse de celle des organisations internationales

Écart de production 2016 : estimations respectives du Gouvernement et des organisations internationales



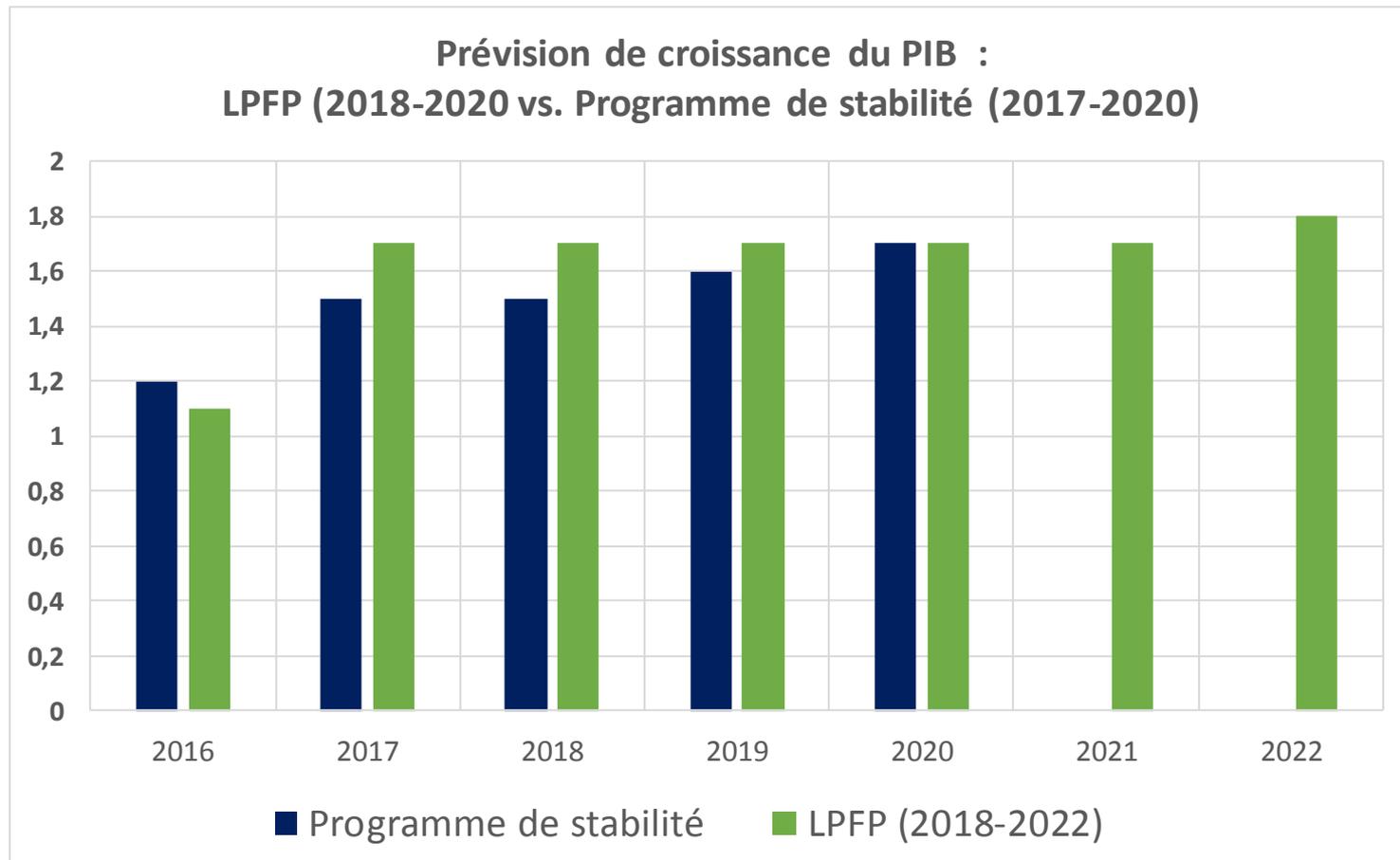
Source : programme de stabilité d'avril 2017, prévisions de organisations internationales
nd : non disponible

1/ Projet de loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022

B/ Les prévisions macroéconomiques

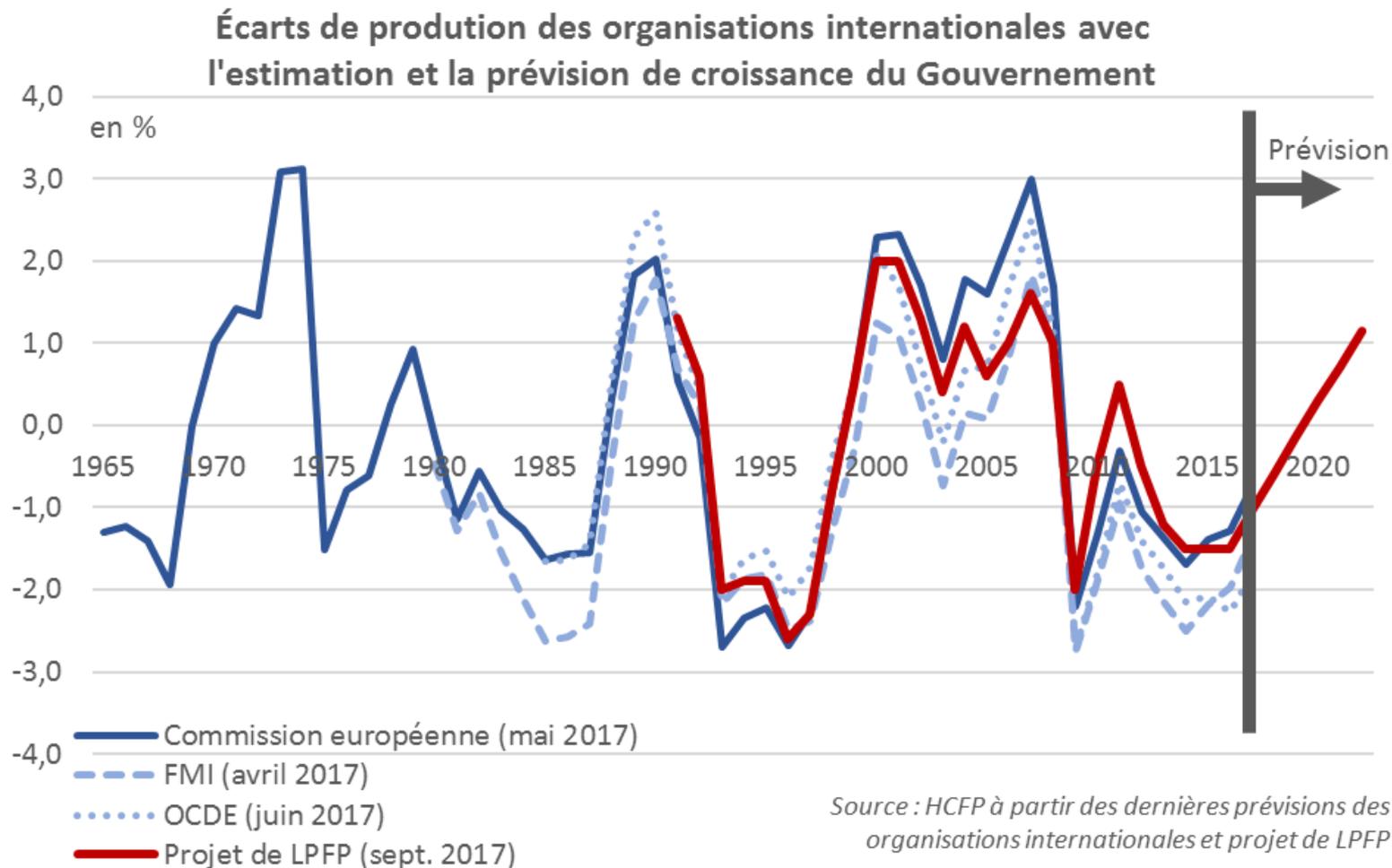
Prévisions macroéconomiques 2018-2022

7



Un écart de production positif en fin de période

8



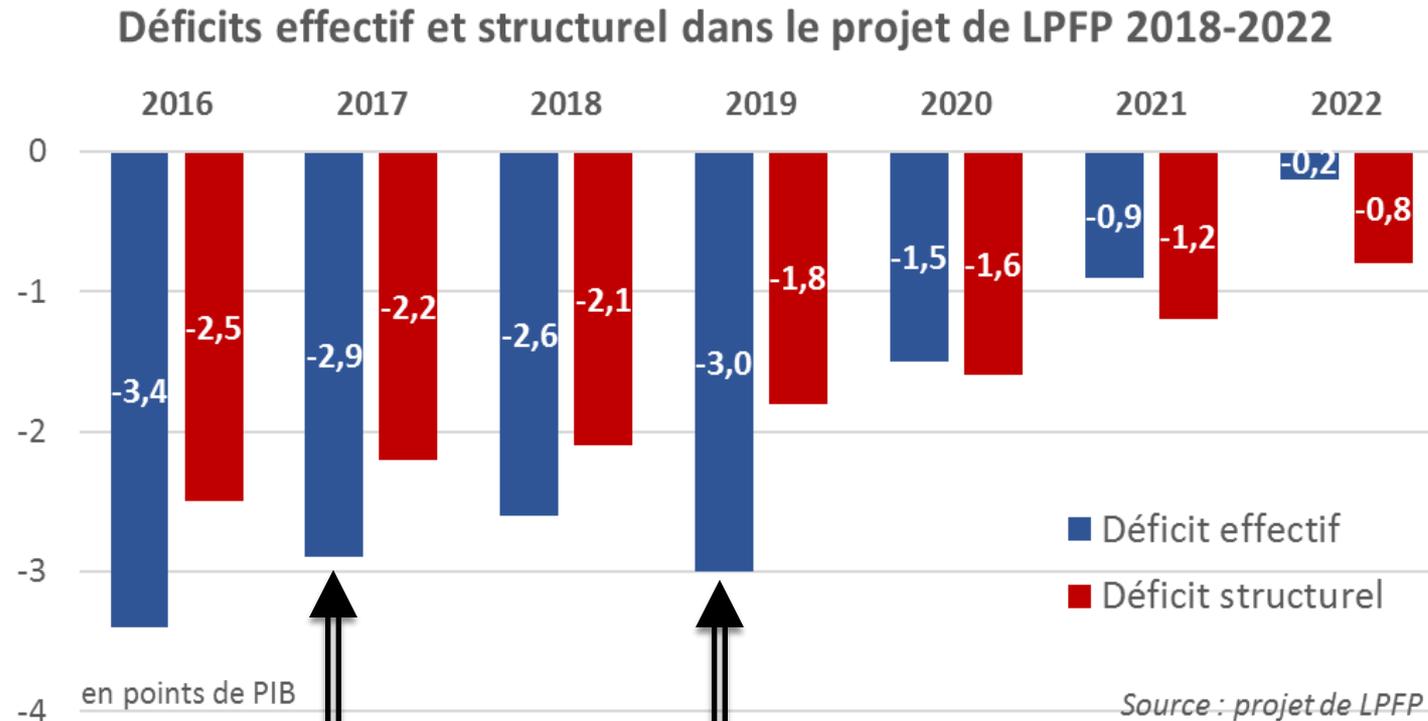
Source : HCFP à partir des dernières prévisions des organisations internationales et projet de LPFP

1/ Projet de loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022

C/ La cohérence de la trajectoire de finances publiques avec l'OMT et les engagements européens de la France

Un déficit effectif inférieur à 3% en 2017 permettrait à la France de sortir de la procédure de déficit excessif

10



Retour temporaire du déficit effectif à 3% du fait de la Transformation du CICE en baisse de cotisations

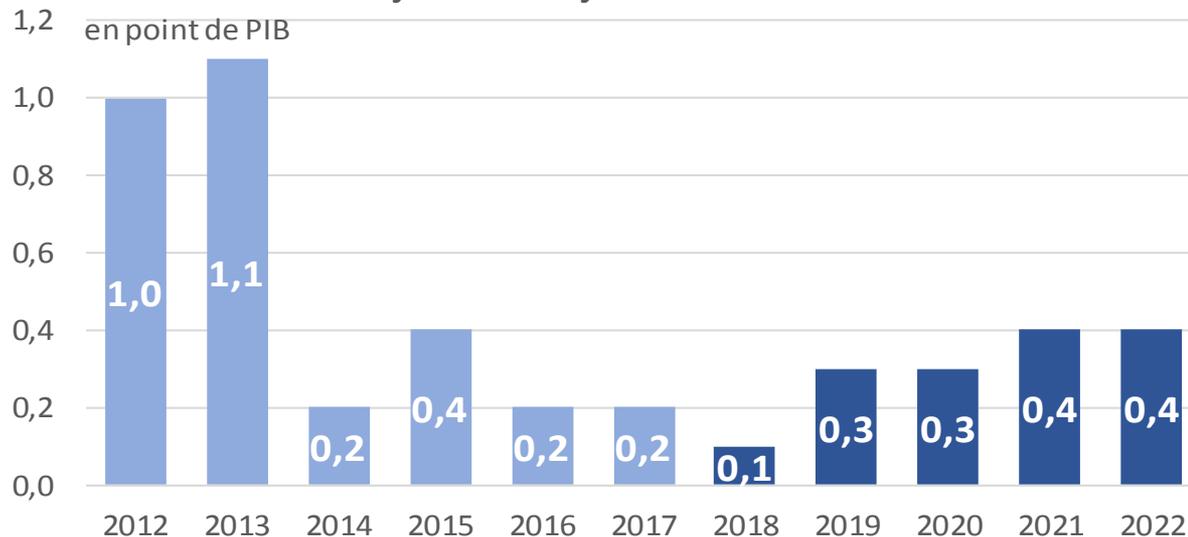
Le déficit effectif passerait sous 3% du PIB en 2017

Un ajustement structurel limité

11

- ❑ Inférieure à 0,5 point de PIB par an, l'amélioration du déficit structurel programmée à partir de 2018 n'est pas conforme aux dispositions de l'article 5 du règlement européen 1466/97.

Trajectoire d'ajustement structurel



- Ajustement structurel en France prévu dans le projet de loi de programmation
- Ajustement structurel en France sur le passé (estimation du Gouvernement)

- ❑ Des éléments de flexibilité dans l'application des règles européennes

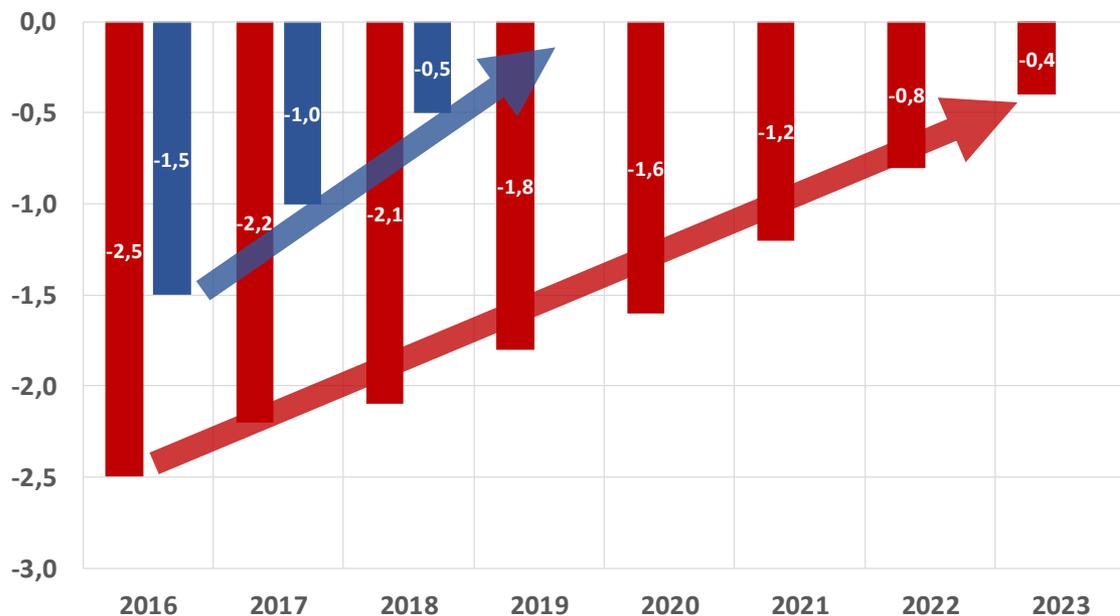
Source : HCFP, à partir des estimations du Gouvernement et du projet de loi de programmation



L'estimation d'un déficit structurel plus élevé conduit à réviser à la hausse l'effort budgétaire à mener dans le futur

12

Trajectoires de solde structurel



■ Projet de LPFP 2018-2022 (sept. 2017) : atteinte de l'OMT au-delà de 2022

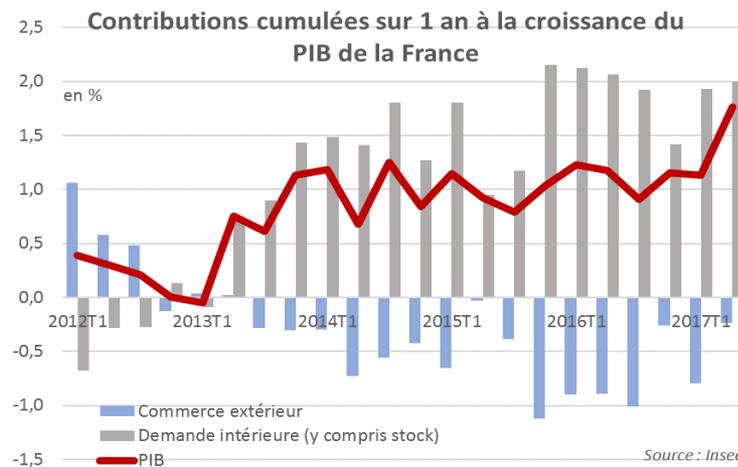
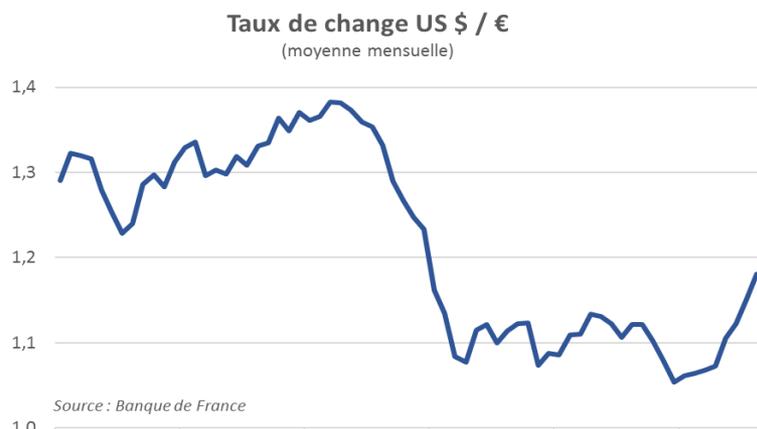
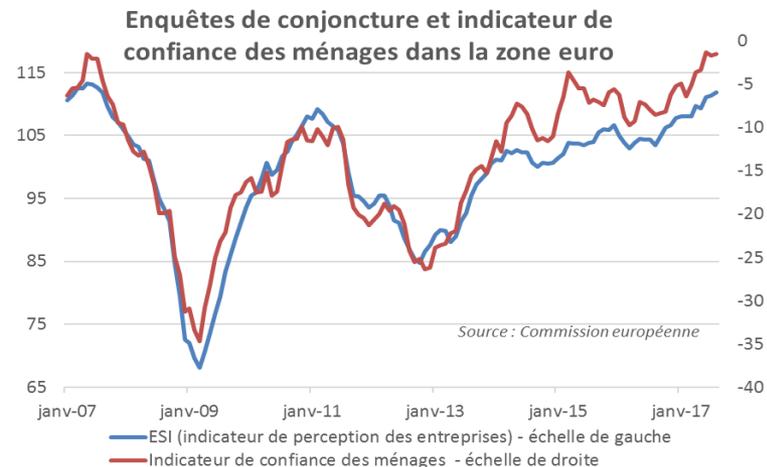
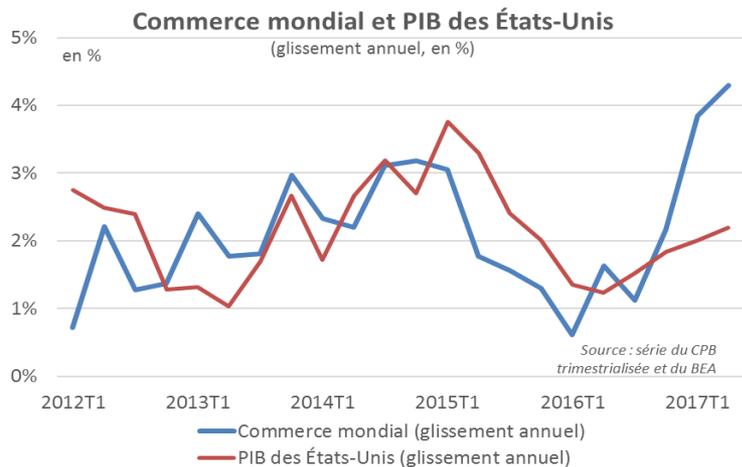
■ Programme de stabilité 2017-2020 (avril 2017) : atteinte de l'OMT en 2019

- L'atteinte de l'objectif de moyen terme (OMT) de solde structurel est reporté dans le temps d'au moins 4 ans par rapport au programme de stabilité d'avril 2017 (2023 ? contre 2019)

2/ Projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2018

A/ Les prévisions macroéconomiques

Des conditions toujours favorables à la croissance européenne



Une révision à la hausse de la croissance dans le scénario du PLF 2018

15

En %	2016	2017	2018
PIB	1,1	1,7	1,7
Consommation des ménages	2,3	1,3	1,4
Consommation publique	1,3	1,2	0,0
Investissement	2,8	3,0	3,9
<i>dont entreprises</i>	3,6	3,7	3,7
<i>dont ménages</i>	2,4	4,2	3,4
Importations	4,2	3,6	3,6
Exportations	1,8	2,5	3,9

Source : PLF 2018

Les autres variables macroéconomiques importantes pour la prévision de finances publiques

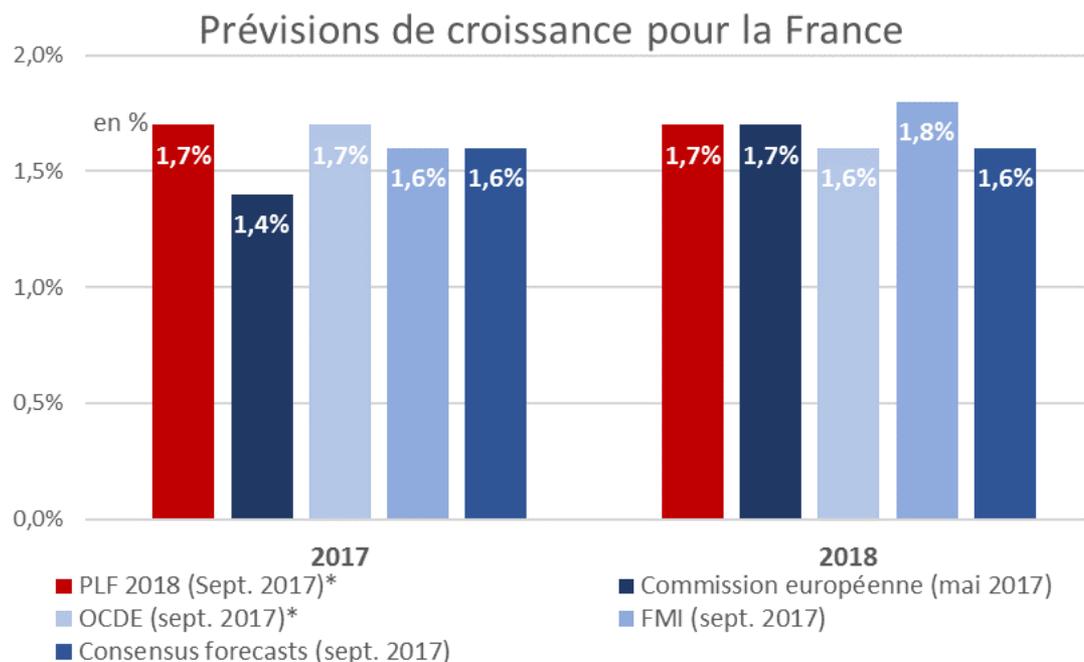
16

En %	2016	2017	2018
Indice des prix à la consommation	0,2	1,0	1,1
Déflateur du PIB	0,4	0,8	1,1
Emploi salarié	1,1	1,6	1,0
Masse salariale privée	2,4	3,3	3,1

Source : PLF 2018

Des prévisions de croissance dans la moyenne pour 2017 et 2018

17



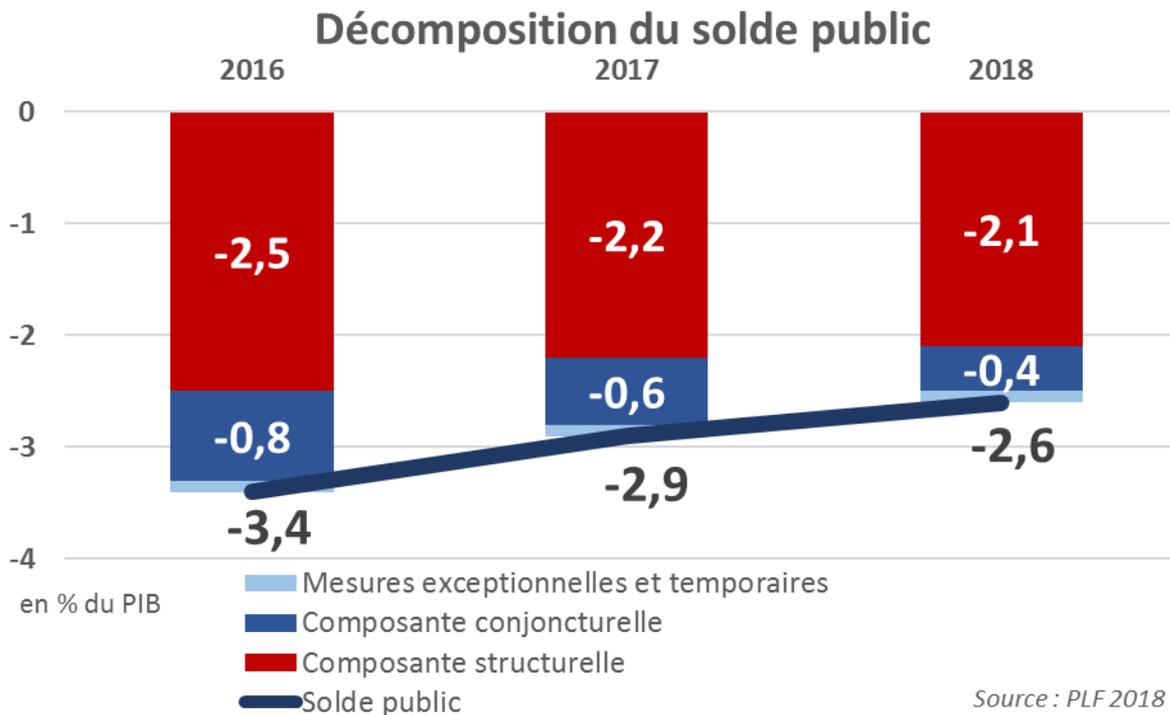
* : Les prévisions du Gouvernement et de l'OCDE sont corrigées des jours ouvrés (cjo). Celles de la Commission et du FMI sont brutes. Selon l'Insee, la correction des jours ouvrés a un impact de +0,15 point en 2017 et proche de 0 en 2018.

2/ Projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2018

B/ Scénario de finances publiques

Le solde public s'établirait à -2,6 % du PIB en 2018 après -2,9 % en 2017 selon le Gouvernement

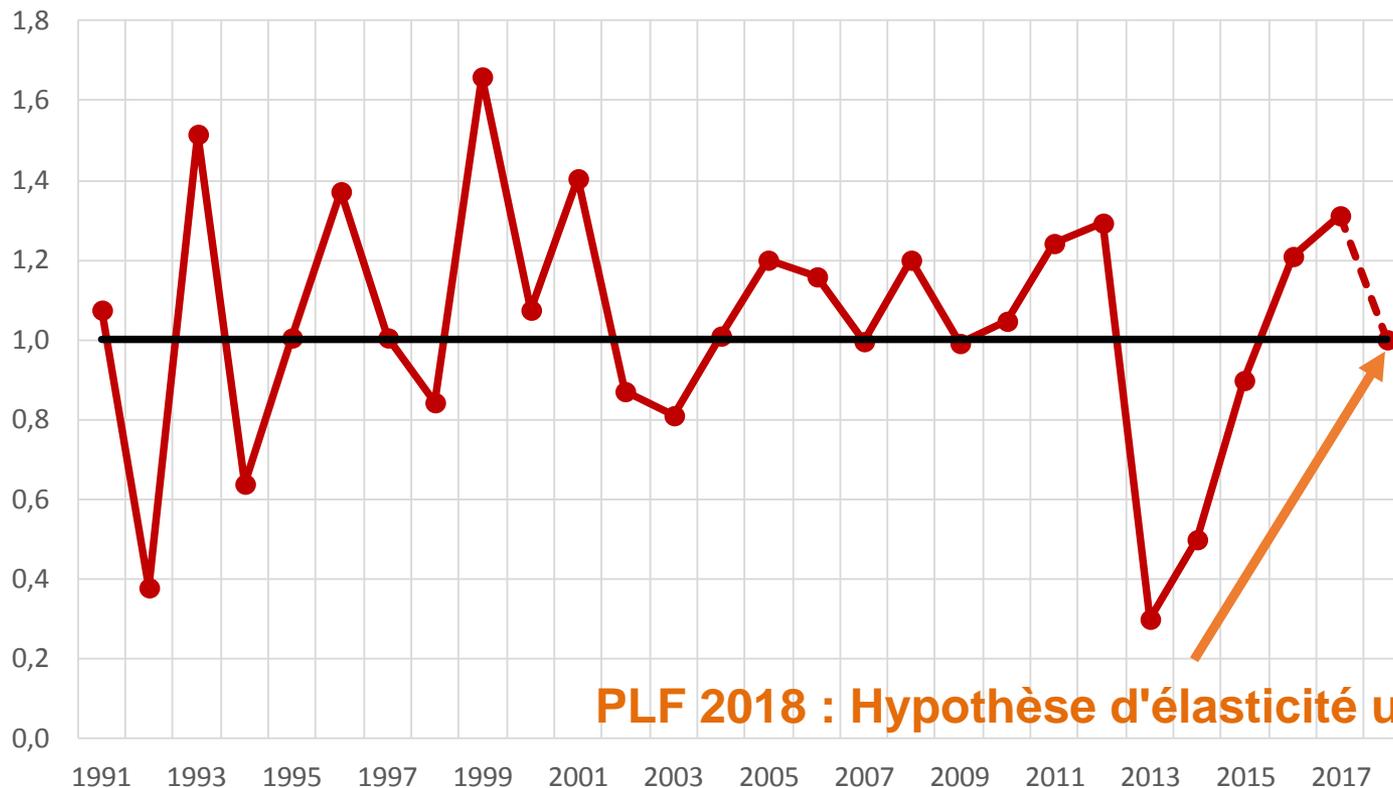
19



Des hypothèses d'élasticité des prélèvements obligatoires prudentes en 2018

20

Élasticité des prélèvements obligatoires au PIB

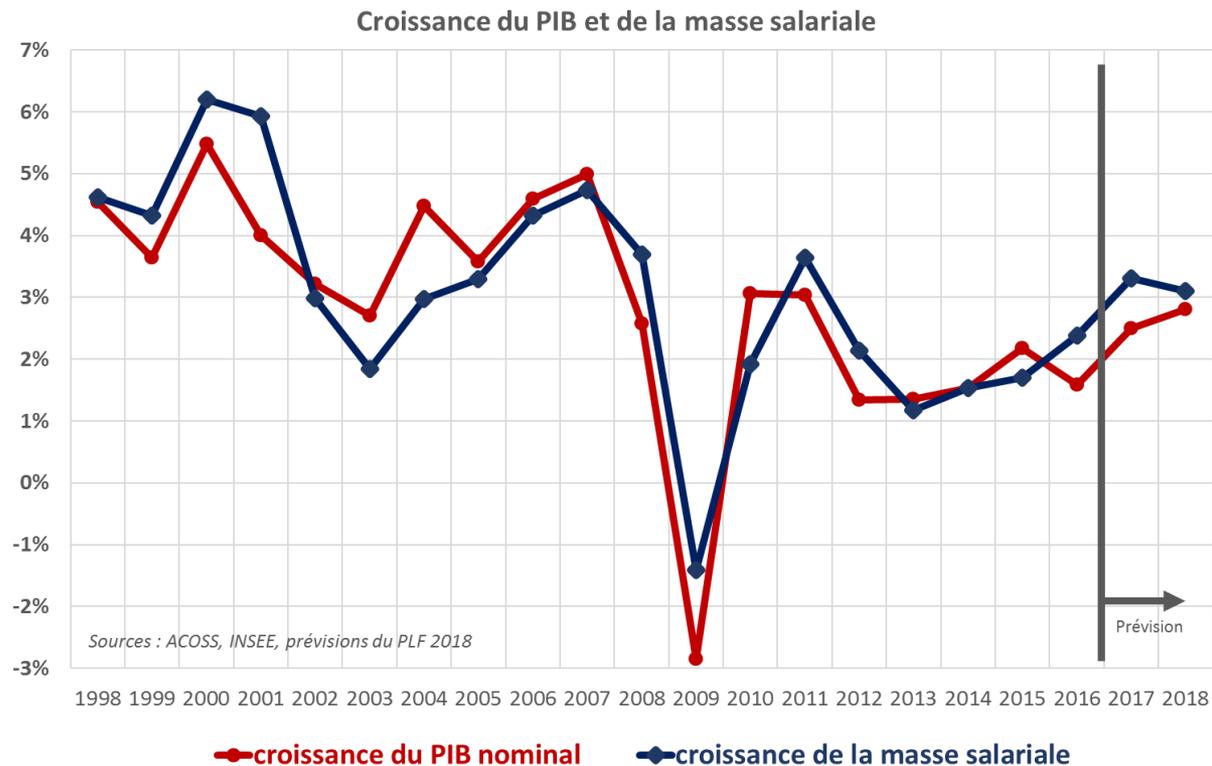


PLF 2018 : Hypothèse d'élasticité unitaire en 2018

Sources : projet de loi de programmation des finances publiques) ; Rapport Economique Social et Financier
F. Ecalte (2011), Sociétale n°74 ; INSEE ; calculs HCFP

Des hypothèses de masse salariale revues à la hausse comme le PIB

21



Un effort de budgétisation plus réaliste sur l'État, avec des objectifs d'économies ambitieux

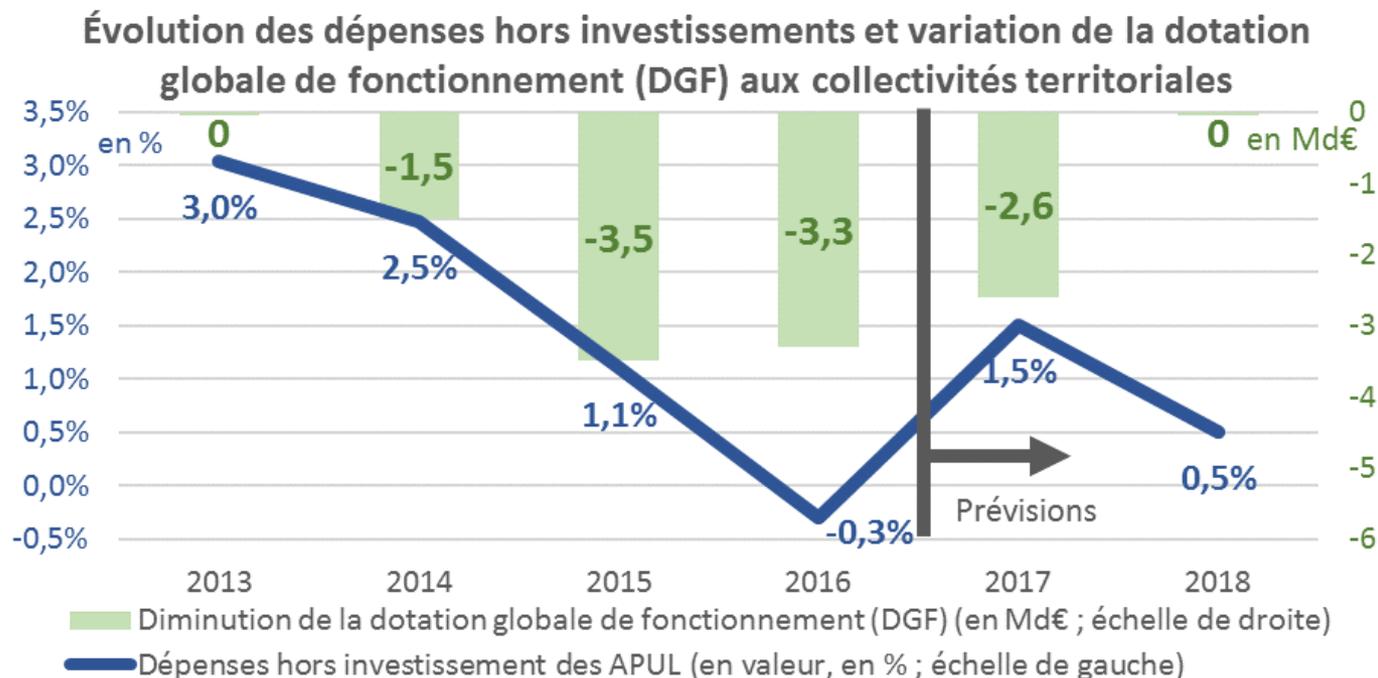
22

- **Une budgétisation plus réaliste de certaines dépenses**
- Accroissement des crédits des ministères de plus de 4 Md€ et du prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne de 1,5 Md€ / LFI 2017
- **La réalisation de cet objectif repose sur des économies substantielles :**
 - **aides au logement** (mission Cohésion des territoires : - 1,7 Md€ entre la LFI 2017 et le PLF 2018)
 - **contrats aidés** (mission Travail emploi : - 1,5 Md€ entre la LFI 2017 et le PLF 2018).

Des risques significatifs existent sur la réalisation des économies prévues : collectivités territoriales

23

Une décélération attendue par le Gouvernement des dépenses des **collectivités territoriales** grâce à la contractualisation d'objectifs de dépenses

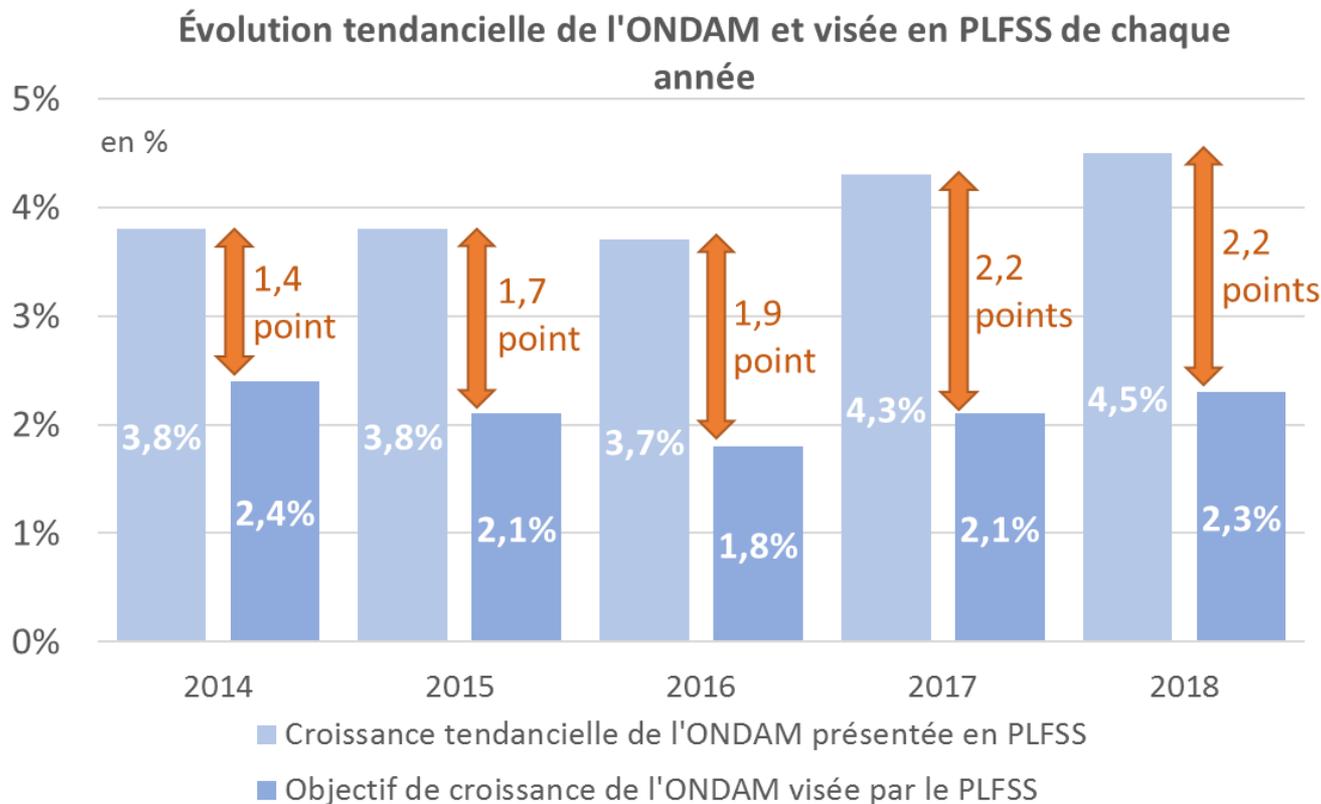


Source : HCFP à partir des rapports situation et perspectives des finances publiques de la Cour des comptes de juin de chaque année et des données Insee

Des risques significatifs existent sur la réalisation des économies prévues : ONDAM

24

Un montant d'économies incorporées dans l'ONDAM **plus important** que les années précédentes



**PROJET DE LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES
2018-2022**

**PROJET DE LOI DE FINANCES ET DE FINANCEMENT DE LA
SÉCURITÉ SOCIALE POUR
2018**

**AVIS DU HAUT CONSEIL DES FINANCES
PUBLIQUES**

Audition de Didier Migaud, président du HCFP

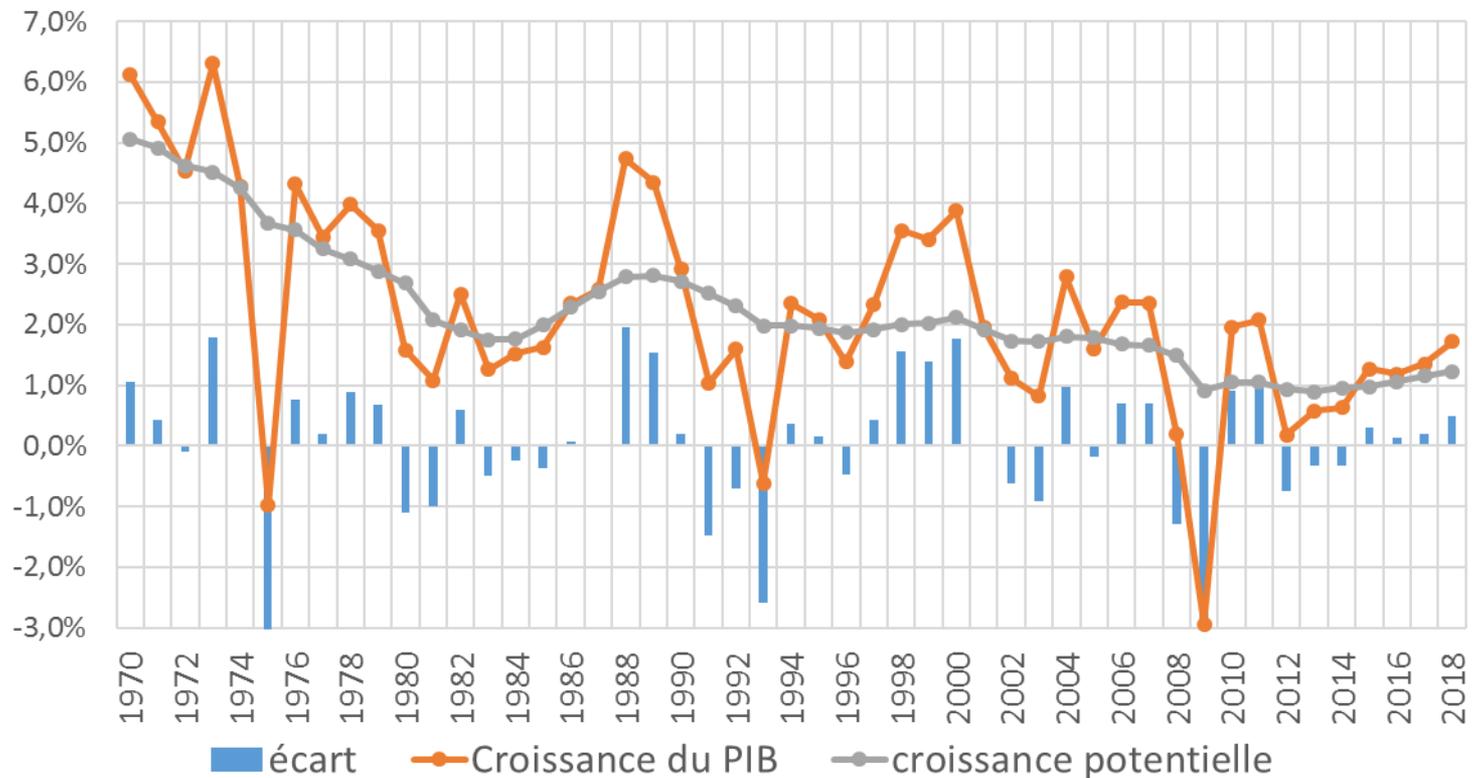
27 septembre 2017

ANNEXES

Croissance potentielle et croissance effective du PIB

27

Croissance du PIB et croissance potentielle

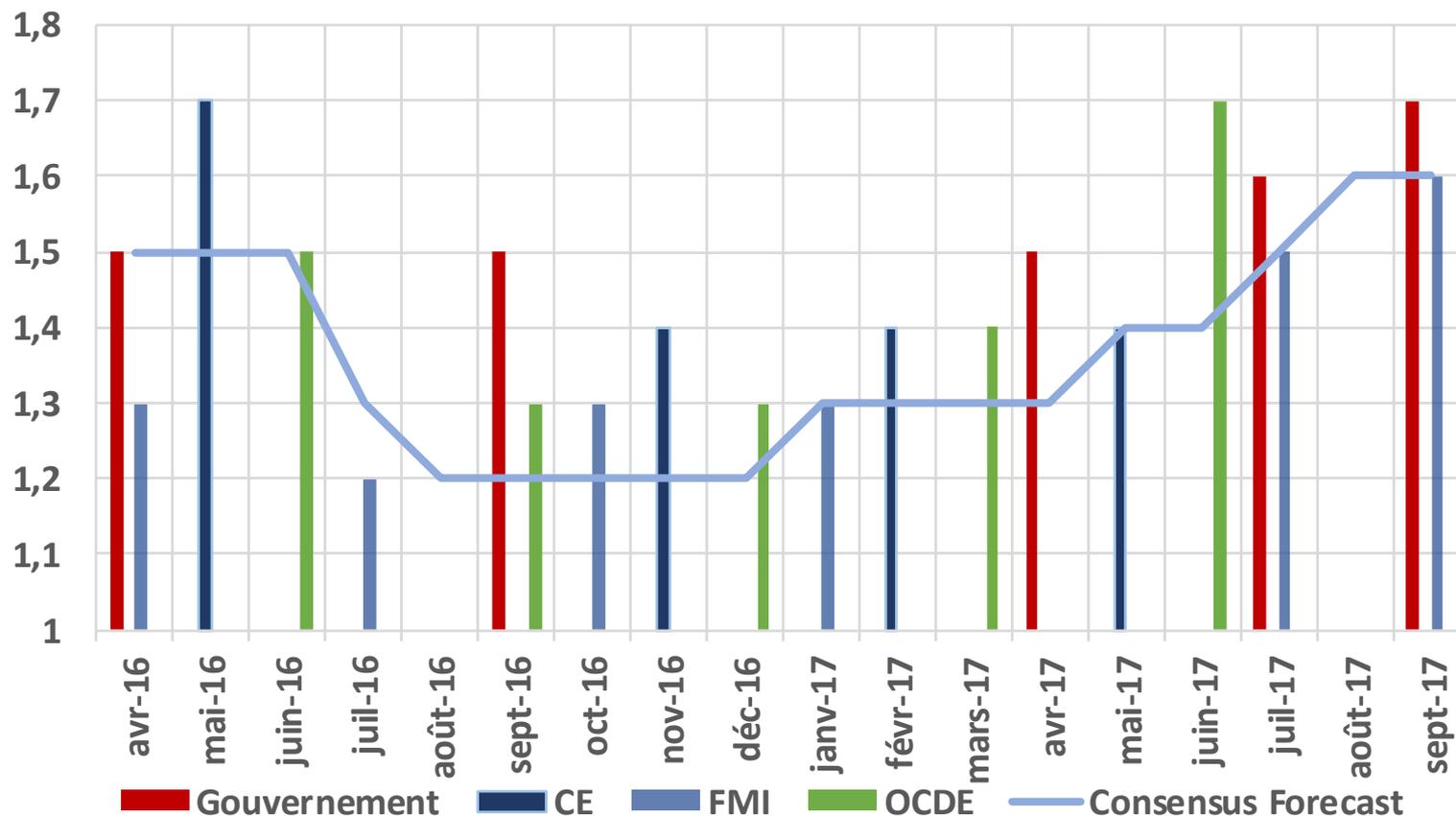


Source : AMECO, Commission européenne, prévisions du printemps 2017

Des révisions à la hausse des prévisions de croissance à partir du printemps 2017

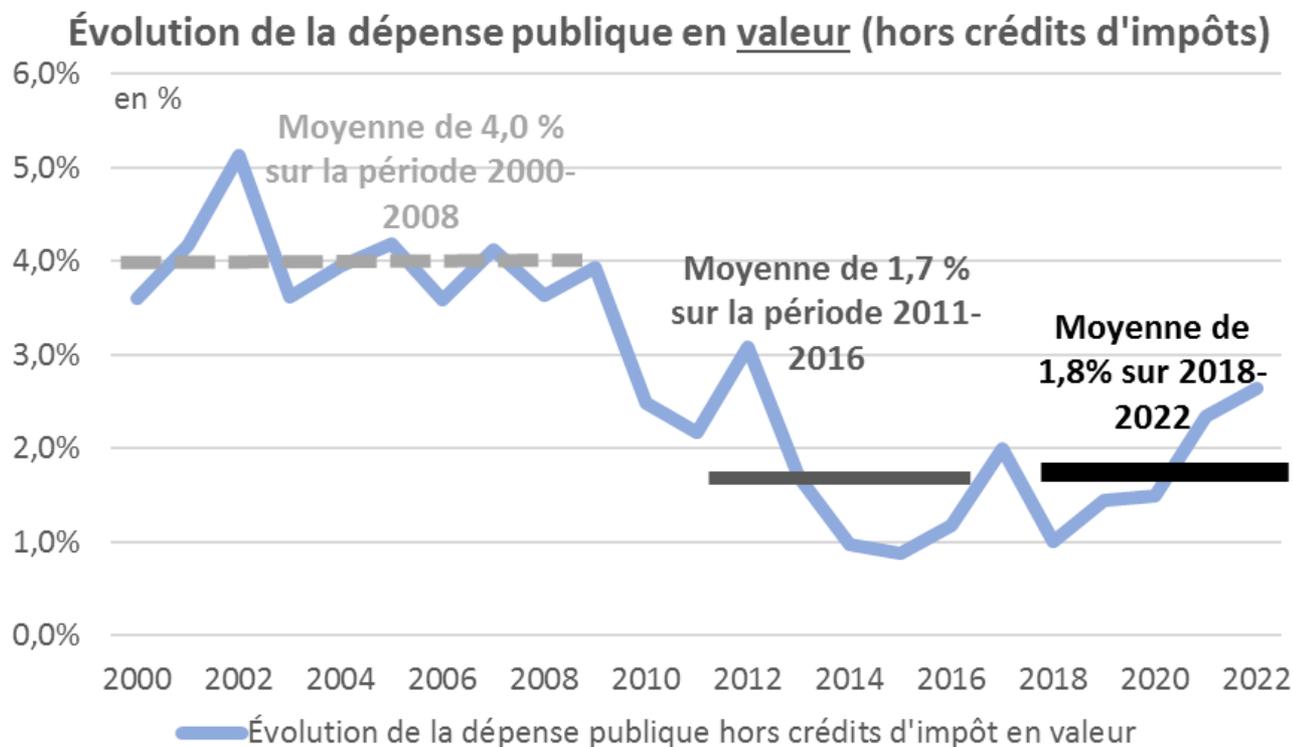
28

Prévisions de la croissance du PIB 2017



La programmation implique le respect d'une trajectoire de dépenses exigeante

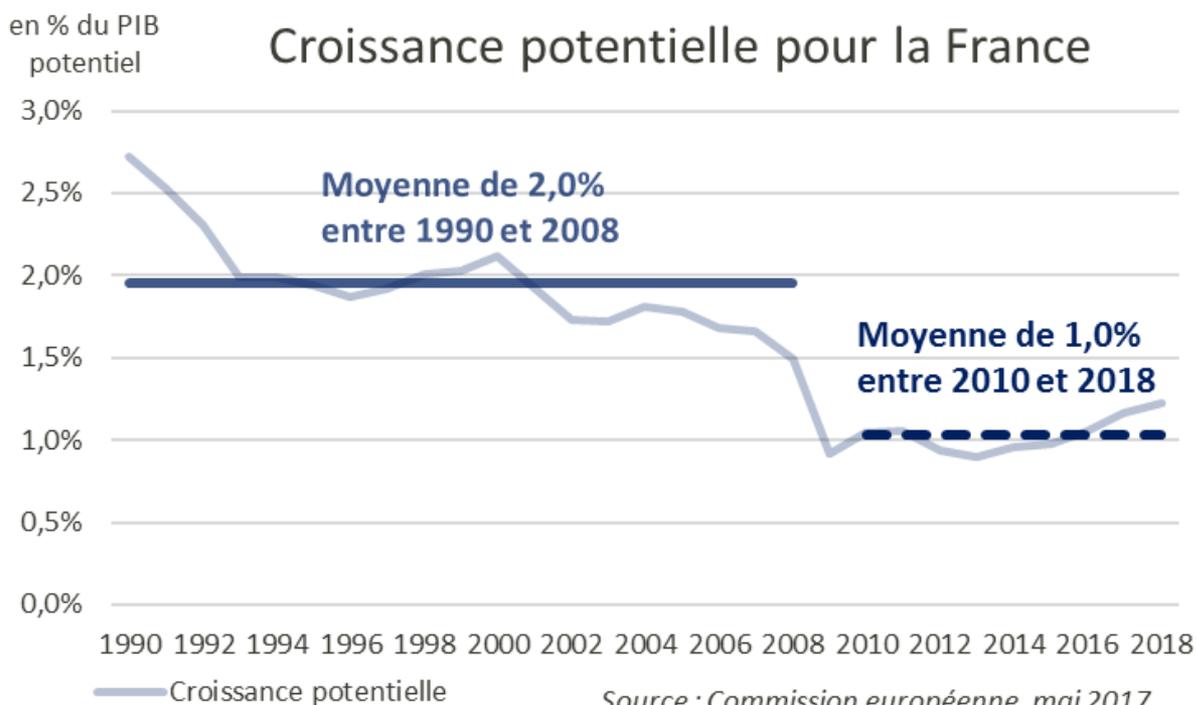
29



Source : HCFP à partir de données INSEE

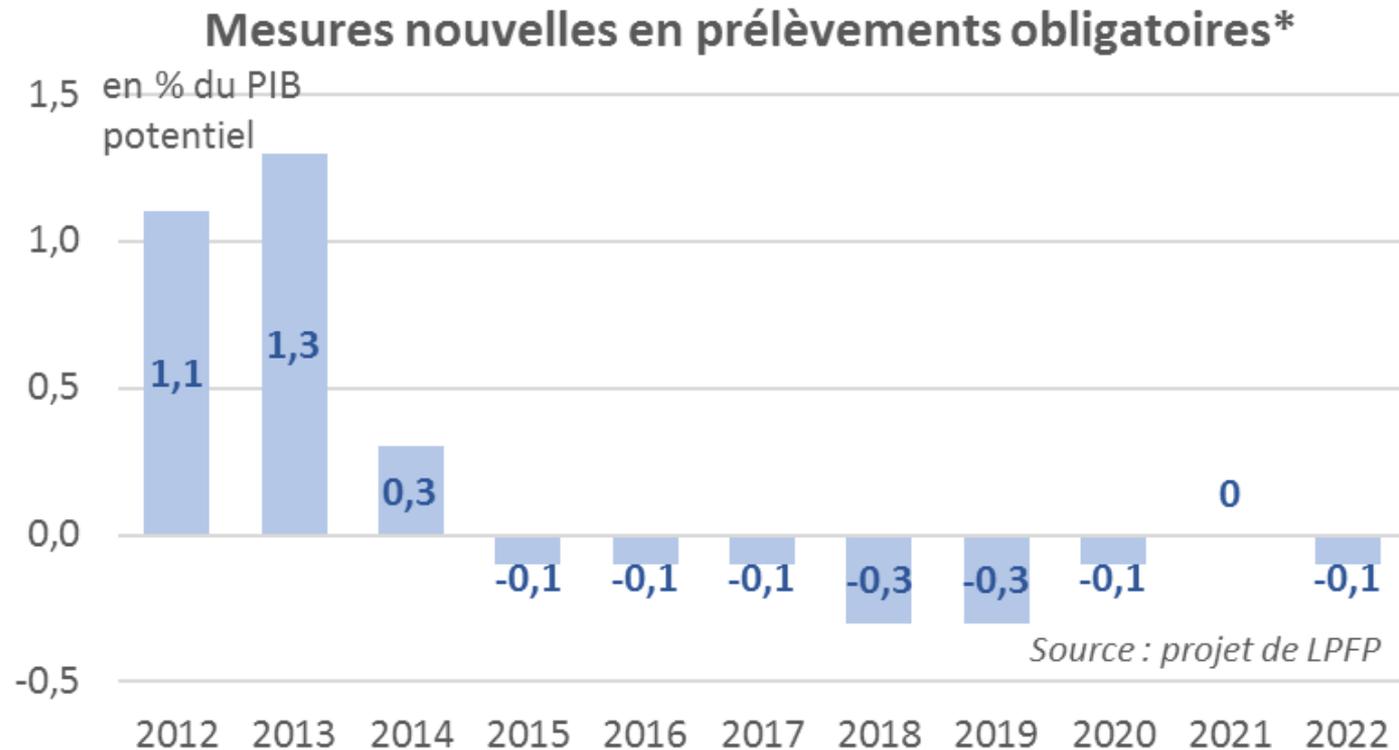
Une croissance potentielle en décélération par rapport aux dernières décennies selon la Commission

30



Des baisses de prélèvement prévues sur la programmation

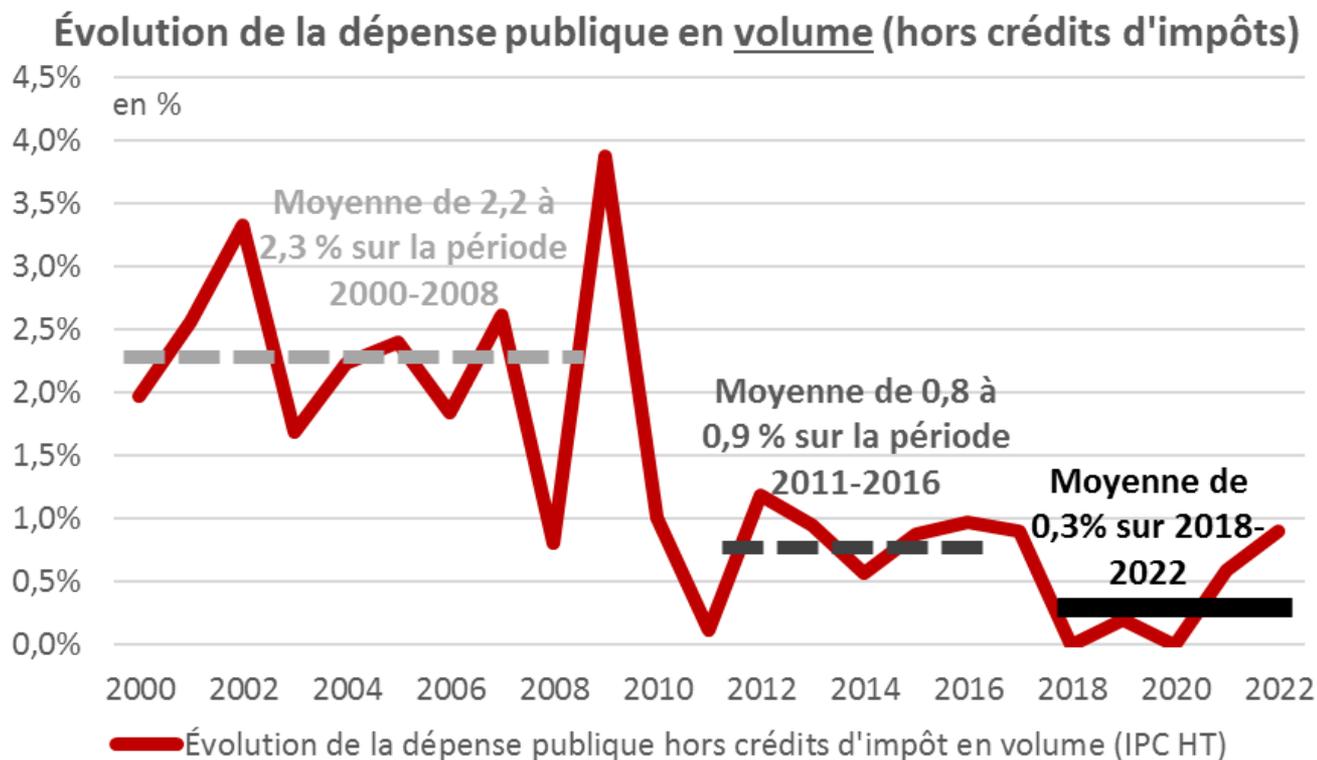
31



* : hors effet exceptionnel en 2019 de la transformation du CICE en baisse de cotisations patronales.

Une trajectoire de dépenses exigeante

32



Source : HCFP à partir de données INSEE

Une révision de la prévision de solde par le Gouvernement

33

Révision des prévisions de déficit public depuis l'audit des finances publiques

(analyse sous-jacente au PLF 2018)

